

LE PREMIER MAI DES TRAVAILLEURS

pour que le 1er mai redevienne la fête des travailleurs unis et solidaires

samedi 3 mai 2014

ENSEMBLE POUR UN PREMIER MAI DES TRAVAILLEURS DE LUTTES ET DE SOLIDARITÉ - ENTRETIEN AVEC HOCINE BELLALOUFI - reporters.dz :

ENSEMBLE POUR UN PREMIER MAI DE LUTTES ET DE SOLIDARITÉ - UNE ACTION UNIE À LA BASE RÉUSSIE ! - [jeudi 1er mai 2014](#) par raina :

COMMÉMORATIONS OFFICIELLES

- **EN ALGÉRIE, LE 1er MAI C'EST ENCORE LA FÊTE DU POUVOIR**
- **ALGER LE 2 MAI 1962**

[Publié par Saoudi Abdelaziz - le 2 Mai 2014.](#)



ENSEMBLE POUR UN PREMIER MAI DES TRAVAILLEURS, DE LUTTES ET DE SOLIDARITÉ

**reporters.dz
1er mai 2014**

HOCINE BELALLOUFI, JOURNALISTE EXPERT EN MOUVEMENTS OUVRIERS « **LE 1ER MAI NE DIT PAS GRAND-CHOSE AUX JEUNES TRAVAILLEURS** » *Le journaliste et militant de gauche décrypte dans un entretien à Reporters le sens actuel de la fête des travailleurs dans le pays et analyse le fonctionnement des syndicats algériens.*

Reporters : Quel sens donner aujourd'hui au 1er Mai en Algérie ?

Hocine Bellaloufi : *La vision du 1er Mai aujourd'hui est très différenciée. Cette fête n'évoque pas grand-chose chez les travailleurs algériens, notamment les jeunes, qui connaissent peu la signification de cette date symbolique. Et pour cause, on a fait disparaître toutes les fêtes et cérémonies célébrant cette journée. Il n'y a plus de marches des travailleurs dans les rues de la capitale, plus de fêtes dans les usines et les locaux du syndicat. Le 1er Mai ressemble actuellement à la Journée du 8 mars qu'on a réussi à transformer d'un anniversaire marquant une lutte implacable pour l'égalité des sexes à une simple journée purement commerciale.*

Par ailleurs, le constat n'est pas totalement noir, car il reste quelques syndicats et syndicalistes qui tentent de résister aux pressions, à l'offensive impérialiste à garder la tradition syndicale combative.

Deux actions sont déjà annoncées dans ce sens, l'une à Alger et l'autre à Béjaïa. C'est un bon signe qui montre qu'il y a encore des gens qui continuent à lutter pour la défense des droits des travailleurs et pour la préservation des acquis sociaux. Il faut dire aussi qu'il existe encore en Algérie de 2014 des endroits où se rencontrent des syndicalistes de l'UGTA et des syndicats autonomes pour débattre de la situation de l'ouvrier et du monde du travail.

Quel constat peut-on faire actuellement de la situation du travailleur algérien ?

Contrairement à ce qu'avancent beaucoup, nous assistons aujourd'hui à la précarisation du travailleur algérien. Nous avons une grille de salaires parmi les plus basses du bassin méditerranéen. Une donne aggravée par l'inflation et la cherté de la vie dues à la flambée des prix.

A cela s'ajoute l'amplification de l'activité économique informelle qui évolue en dépit des normes de travail les plus élémentaires. Les employés de ce secteur ne sont pas déclarés à la sécurité sociale et ne bénéficient d'aucune protection juridique ou sanitaire. Ils sont livrés à eux-mêmes.

Nous constatons aussi, ces dernières années, la généralisation des contrats de travail précaires. Là je parle des jeunes du pré-emploi et du filet social qui se comptent par centaines de milliers et des contrats de travail à durée déterminée (CDD). Les centaines de milliers de travailleurs du secteur du BTPH peuvent à tout moment se trouver en chômage. Ils n'ont aucune garantie quant à la durabilité de leur poste de travail. Les seuls travailleurs à avoir arraché des acquis sont ceux de la Fonction publique, mais une frange de ces derniers subit toujours les retombées de l'article 87 bis du Code du travail.

Est-il possible de parler d'unité d'action syndicale avec 40 organisations corporatistes ?

Ecoutez, la multiplication du nombre des syndicats autonomes en Algérie n'est pas une mauvaise chose en soi. Certes, ce phénomène contribue à la dispersion des rangs des travailleurs et à l'affaiblissement de l'action syndicale, mais il peut devenir à terme un facteur mobilisateur de la force ouvrière. Beaucoup de ces syndicats autonomes sentent la nécessité de s'unir et de sortir du corporatisme. Ils ont fini par comprendre que l'action syndicale efficace suppose un rapport de force en préalable.

Deux initiatives de créer des confédérations des travailleurs sont lancées récemment par des syndicats autonomes. C'est une bonne chose qui témoigne d'une prise de conscience collective.

Toutefois, il ne faut pas affaiblir la centrale syndicale, qui reste un symbole pour les travailleurs algériens.

Il faut savoir faire la différence entre la direction de l'UGTA, qui a signé deux pactes avec le gouvernement et le patronat, et les syndicalistes, qui se battent dans les sections et les fédérations pour les droits des travailleurs.

En revanche, il faut reconnaître qu'en l'absence d'un parti de gauche puissant, les syndicats vont trouver de la peine pour faire entendre leurs voix. Les syndicats et les partis de gauche se complètent.

Le syndicalisme algérien est dans le besoin d'une formation politique de gauche solide capable de faire basculer les rapports de forces politiques.

Revenons à l'article 87 bis du Code du travail, les syndicats appellent à sa suppression pure et simple et le patronat affiche une réticence sous prétexte qu'une telle décision va affecter la compétitivité des entreprises. Quelle solution possible, selon vous, à cette question ?

Pour vous répondre, il faut revenir au contexte dans lequel a été imposé cet article en 1997 par le Fonds monétaire international (FMI).

A cette époque, le pays était lié avec cette institution financière internationale par des accords drastiques d'ajustement structurel.

Le gouvernement a été contraint d'accepter cette clause qui limite les salaires, mais en 2014, je ne vois pas pourquoi on veut le maintenir. Il n'y a plus de raison valable pour ne pas le supprimer.

Comme je vous l'ai déjà dit, nous avons une grille de salaires parmi les plus basses de la région. Le travailleur algérien ne peut plus supporter de nouvelles pressions. La question de la compétitivité concerne aussi bien les patrons que les travailleurs. Pourquoi faire payer uniquement aux travailleurs les pots cassés.

La modernisation des outils de travail et la bonne gestion sont avant tout une tâche des patrons. Ceux-ci, faut-il le reconnaître, préfèrent investir dans l'importation et les petites entreprises, que de construire une grande base industrielle.

Malheureusement, même l'Etat a abandonné cette tâche.

Durant les années 1960 et 70, les recettes des hydrocarbures étaient investies dans l'industrie, maintenant elles servent à financer les importations qui tuent dans l'œuf toute initiative locale créatrice de richesse et d'emploi.

Sources Reporters.dz

Pour une politique ouvrière indépendante
1er mai 2014



RASSEMBLEMENT
le jeudi 01 mai 2014 à 11 h en face du port d'Alger
place du 02 Mai

**ENSEMBLE POUR
UN PREMIER MAI
DE LUTTES ET DE
SOLIDARITE
UNE ACTION UNIE
À LA BASE
RÉUSSIE !**

**jeudi 1er mai 2014
par raina**

Cette année le premier Mai a connu les cérémonies officielles habituelles de « fête du travail » ; mais aussi des commémorations multiples, de simples activités sur le terrain, parfois symboliques, pour donner vie à la journée de luttes et de solidarité des travailleurs.

Il fallait donner un coup de frein au processus qui depuis une vingtaine d'années a conduit au net recul de l'organisation et des activités des travailleurs et des femmes et hommes de progrès dans notre pays et dans le monde !

Depuis quelques années on sentait fortement le besoin de relancer le travail syndical et partisan notamment après la création des syndicats autonomes...

La profonde crise du capitalisme internationale et les répercussions catastrophiques sur les peuples et pays à qui on a imposé le néolibéralisme destructeur ouvrent les yeux aux peuples et particulièrement les travailleurs qui payent le prix fort de la crise !

Depuis ces dernières années on sentait aussi le besoin de l'organisation et l'action commune. Différentes expériences de création d'organisations politiques autonomes ou de tentatives de regroupement sous différentes formes ont vu le jour mais malheureusement sans aucune réussite, continuité ou ancrage dans le paysage politique national.

La tâche n'est certes pas facile mais le plus souvent la précipitation a tué dans l'œuf le rêve et les espérances Car pour construire à nouveau il faut apprendre à construire des alternatives réalisables et crédibles et aussi écouter les autres et surtout reprendre le contact avec les couches et classes qu'on veut

représenter. Pour cela pas de miracle, il faut retourner sur le terrain par et pour des actions concrètes quotidiennes à la base.

Ça vaut mille fois plus que tous les appels formels à l'action et à l'union !

Le rassemblement le 1 Mai devant la stèle des dockers à Alger

Cette initiative des organisations progressistes (La Moubadara du 24 février, l'U.T.S (union des travailleurs pour le socialisme), V.O.S (voie ouvrière pour le socialisme), pour sortir ensemble sur la place publique a été une réussite en rassemblant des dizaines de citoyens, dont beaucoup de jeunes, sans incident et sans heurts avec les services de police qui ne voulaient pas autoriser la cérémonie.

L'appel commun à la manifestation avec ses six mots d'ordre concrets ont facilité l'action commune puisque chaque partie organisatrice avait le loisir de distribuer sa propre déclaration ou appel pour l'occasion !

La manifestation du 1 Mai s'est poursuivie par une rencontre initiée par les organisateurs au siège de la Ligue des droits de l'Homme, rue du Dr Saâdane, où la salle avait du mal à contenir tous les présents dont beaucoup de jeunes, pour un débat et une rencontre avec la presse.

Les associations organisatrices des activités du 1 Mai étaient satisfaites du déroulement générale des manifestations mais elles se sont donné rendez-vous pour faire le bilan, tirer les leçons des points forts et des faiblesses et surtout proposer une meilleure et suffisante préparation des activités futures et associer beaucoup plus d'associations, d'organisation et groupes, sachant que pour cette fois des entités ont refusé l'invitation et d'autres ont été omises.

L'avenir dira si la démarche, l'orientation et l'ouverture vont porter leurs fruits.

Vive la prochaine action concrète unie à la base !

Alger, le 1 Mai 2014

[voir les vidéos sur le site de raina](#)

Sources Raina



**COMMÉMORATIONS
OFFICIELLES**

**EN ALGERIE, LE
1ER MAI C'EST
ENCORE LA FETE
DU POUVOIR**

**2 Mai 2014
Publié par Saoudi
Abdelaziz**

*Ils sont tous là, squattant la
Maison du Peuple (photo APS)*

Le 1er mai, c'est d'abord la fête du pouvoir bienveillant, qui veille sur le bien-être des salariés : c'est ainsi que les choses se passent encore dans notre pays. Encore une fois, Sidi Said, le chef de la centrale syndicale UGTA, n'a pas oublié de se féliciter de "l'intérêt accordé par le président Bouteflika au monde du travail".

Le 1er mai 2014, comme chaque année, ils étaient tous là, à la Maison des syndicats : le président de l'APN, le Premier ministre, le représentant personnel du président de la République, le ministre du Travail, etc. Sans oublier bien sûr, au centre de la photo, l'inamovible patronne du Parti des travailleurs, flanquée de tout aussi inamovible Abdelmadjid Sidi Saïd venu saluer le "renouvellement par le peuple algérien de sa confiance en la personne du président Bouteflika" et assurer que "trois millions d'emplois seront créés dans les cinq années à venir".

Non loin de là, cette année encore, le port d'Alger a été déclaré chasse gardée du gouvernement pour la célébration de la fête du travail.

Pendant que la police dispersait des manifestants pacifiques rassemblés à l'entrée du port, à l'appel du "Collectif pour une politique ouvrière indépendante", récemment créé par plusieurs partis et associations de gauche, le ministre du travail Benmeradi présidait la parodie annuelle, "honorant" 42 travailleurs "en vue de les encourager à fournir davantage d'efforts", selon les termes de Abdelaziz Guerrah, le patron du port...



Alger 1^{er} mai 1963 « Peuple en marche de René Vauthier – capture d'écran

C'est sur la place du 2 mai 1962, à l'entrée du port d'Alger que le "Collectif pour une politique ouvrière indépendante", a donné rendez-vous pour célébrer le 1er mai, se démarquant des commémorations hypocrites.

Que s'est-il passé le 2 mai 1962 ?

Un peu d'histoire

Le 2 mai 1962 à l'aube, comme tous les habitants de la Casbah, je fus réveillé par une puissante déflagration. « *Cela se passe à la place du gouvernement* » avons-nous pensé sur le coup, vu la puissance de l'explosion. On apprendra rapidement que cela s'est passé plus bas, sur le port. La voiture piégée actionnée par un commando de l'OAS visait les centaines de dockers venus s'inscrire à l'embauche.

Combien de victimes ?

L'année dernière, au lendemain de la commémoration de la journée du 2 mai 1962, on était intrigué par les différences, parfois très fortes -de 62 à 300- dans l'évaluation du nombre de victimes.

Wikipedia : *"une soixantaine de morts et une centaine de blessés* » ;

Algerie-dz : *« 110 morts et 150 blessés »* ;

Forum-algerie *« 110 travailleurs du port d'Alger assassinés, et 150 autres blessés »* ;

Liberté : *« 200 victimes »* ;

Le Soir d'Algérie : *« 200 dockers algériens ont trouvé la mort »* ;

El Moudjahid : *« 200 morts »*

L'agence officielle APS reste dans le vague : « des centaines de morts et de blessés », expression reprise par El Watan.

Le jour suivant un autre désastre, sans doute plus effroyable, sera évité

grâce, dit-on, aux pompiers, aidés de quelques pieds noirs : l'OAS avait amené sur les hauteurs qui dominant la Casbah un camion-citerne contenant plus de 12 000 litres de mazout et projetait de le rouler en notre direction et de le faire exploser.

J'habitais la Casbah depuis quelques semaines. Interne au lycée Bugeaud, situé à l'entrée proche de Bab El Oued, quartier tenu par l'OAS, j'avais été évacué, avec les autres élèves musulmans, au lycée de Ben Aknoun.

Après les Accords d'Evian, le lycée de Ben Aknoun devenait très peu sûr, malgré la présence d'une unité de CRS, cantonnée dans les vergers...

J'ai alors obtenu un hébergement à la Casbah, grâce à la section universitaire du FLN, qui faisait appel aux lycéens pour ouvrir les écoles aux milliers d'enfants désœuvrés.

Cette action était dirigée par El Hadi Flici. La plupart des gamins étaient des réfugiés venant d'autres quartiers d'Alger vulnérables aux attaques de l'OAS.

La Casbah, verrouillée par la Zone autonome, était un havre de paix relatif.

L'attentat du port d'Alger confirmait la justesse de la décision de ne plus laisser les enfants traîner dans les rues, hors de l'enceinte de la Casbah.

Trois jours après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, le général Salan,

chef suprême de l'O.A.S., avait rendu public son appel à l'insurrection avec l'ordre d'« ouvrir systématiquement le feu sur les unités de gendarmerie mobile et de CRS ».

Mais, l'action des commandos de l'OAS sera surtout dirigée contre les populations civiles musulmanes ou contre les Français qui acceptaient ou soutenaient les Accords d'Evian.

En Algérie, on a compté 2 200 morts jusqu'à l'arrestation de Salan, le 20 avril 1962.

Au total, France métropolitaine comprise, l'OAS a perpétré environ 13 000 explosions au plastic, plus de 2 500 attentats individuels et 510 attentats collectifs.

Les historiens admettent généralement que c'est la fuite en avant meurtrière des partisans de l'Algérie française, galvanisés par l'OAS, qui a conduit à une situation où, pour la majorité des Pieds noirs, l'exil est apparu inexorable.

Sources : blog algerieinfos-saoudi



Alger 1^{er} mai 1963 « Peuple en marche de René Vauthier – capture d'écran